

La vingtième résolution traite de recherches scientifiques. D'autres portent sur l'interdiction d'exporter du bétail, sur les prix maximums et le reste, et, à mon sens, elles n'entraîneraient pas de dépenses supplémentaires. Voici le texte de la vingtième :

Attendu que la science a joué un rôle si important dans la victoire, et que notre survivance sera surtout fonction des progrès que nous réaliserons dans le domaine des recherches et des découvertes scientifiques; il est, en conséquence, résolu qu'on prie le Gouvernement d'augmenter les services de recherche du Conseil national de recherches et d'accorder de plus généreuses subventions aux provinces pour les recherches scientifiques.

La résolution n° 21 a trait au tourisme, aux services de propagande qui s'imposent pour signaler à l'entreprise privée les avantages de ce commerce et aux dernières méthodes utilisées à cette fin.

La résolution n° 26 est d'ordre spécifique; elle traite des moyens de transport dans l'Île du Prince-Edouard. Elle se lit ainsi qu'il suit :

Il y aurait lieu d'instituer immédiatement, aux frais du Dominion, un service continu pour le transport l'année durant des voyageurs, marchandises, camions, autobus et voitures entre l'Île du Prince-Edouard et la terre ferme. Le gouvernement du Dominion, à titre de programme d'intérêt national, devrait acquitter l'accroissement des frais de transport des véhicules automobiles, de même que des produits agricoles et autres marchandises, par camion ou par chemin de fer, résultant de ce transport par eau, et en excédent des frais ordinaires de transport des marchandises sur un parcours terrestre équivalent.

En dernier lieu, la résolution n° 27 traite du débouché de la rivière la Paix, et se lit comme suit :

L'Association préconise l'aménagement d'un débouché ferroviaire jusqu'à la côte du Pacifique, pour la région de Rivière la Paix.

Ce sont là des objectifs pondérés, mais aucun ne comporte une diminution des dépenses, et le mot "économie" ne se trouve pas dans ce document.

L'honorable représentant de Muskoka-Ontario (M. Macdonnell), en faisant la critique du budget, s'est servi d'une expression pittoresque. Je regrette qu'il ne soit pas à son siège cet après-midi, mais il m'a dit hier après-midi qu'il était obligé d'être à Montréal aujourd'hui. Voici comment il s'est exprimé, comme on peut le voir à la page 3315 du hansard :

Est-ce pour ce motif qu'il n'a pas été question d'économie à la conférence fédérale-provinciale ou, ici, à la Chambre? Il y a lieu d'affirmer qu'on n'a parlé que d'impôts, de dépenses, d'emprunts, encore et toujours; jamais d'économies.

Cette tournure est vraiment une trouvaille, mais il me semble qu'elle eût été plus opportune si mon honorable ami y eût pensé

lorsqu'il fut élu président de l'Association nationale conservatrice-progressiste et lorsqu'on était en frais d'adopter ces projets de résolution. Mais, évidemment, les conditions n'étaient pas du tout les mêmes et peut-être peut-on lui pardonner de ce qu'elle ne lui soit pas venue à l'idée à ce moment-là.

En tout ceci, monsieur l'Orateur, je ne cherche qu'à rabattre un peu tous ces cris à l'insouciance prodigalité du Gouvernement. Il m'est permis autant qu'à n'importe qui d'affirmer; eh bien, je dis que ces accusations de prodigalité et ces imputations de dépenses irréflechies sont dénuées de tout fondement. J'irai jusqu'à dire que l'administration financière du Gouvernement depuis six ans, durant la guerre et jusqu'à ce jour, se compare favorablement avec celle de n'importe quel autre pays.

M. MacNICOL: Mon honorable ami ne juge-t-il pas son affirmation irréflechie.

M. DIFENBAKER: L'irréflexion continue.

L'hon. M. ABBOTT: N'est-ce pas Edmund Burke qui disait qu'on ne peut taxer et être aimé. Il avait peut-être raison; mais il me semble, monsieur l'Orateur, qu'on peut prélever des impôts tout en se faisant respecter pour les avoir imposés. Quant à moi, j'estime que c'est aujourd'hui le cas du ministre des Finances (M. Ilsley). Un ami de Montréal—que connaît bien aussi l'honorable député de Muskoka-Ontario—me faisait une observation qui m'a frappé. Je le rencontrai un samedi matin, deux jours après la présentation du programme fiscal, et il me dit: "D'après quelques éditoriaux que j'ai lus et les entretiens que j'ai eus avec quelques-uns de mes amis, je suis du petit nombre de ceux qui trouvent ce budget de leur goût; mais moi qui ai acheté toutes les obligations de la victoire que j'ai pu depuis six ans, je remercie le ciel de ce que nous ayons un ministre des finances et un gouvernement qui ne craignent pas de taxer."

M. H. R. ARGUE (Wood-Mountain): Nous avons tous entendu avec intérêt l'excellent discours prononcé à la Chambre par le ministre de la Défense nationale (M. Abbott). Il brille dans la critique du parti conservateur, parce que tous ses coups portent juste. Mais, à mon sens, il se défend mal lui-même.

M. GRAYDON: Il n'a rien démontré.

M. ARGUE: Les députés de mon groupe n'accuseront pas le ministre de gaspillage des deniers publics. On aurait pu réaliser certaines économies à divers chapitres, il est vrai. Mais, tous les députés qui siègent à mes côtés conviendront qu'il faut, pour le bien du peu-